grandes branches de la médecine : anatomie, physiologie, chimie, histologie, embryologie, médecine, chirurgie, obstétrique, gynécologie et médecine légale. La différence ne se fait sentir que quand on touche à la thérapeutique, sujet à propos duquel il existe des divergences d'opinions si grandes, même parmi les divers membres de chaque école respectivement. Ce sentiment (de pure déontologie la plupart du temps) est cependant si fort, que les divergences d'opinion, sur ce seul sujet, suffisent à diviser absolument les différentes classes de praticiens, et il est tout naturel qu'il en soit ainsi.

Il est impossible de se dissimuler le fait que, aux yeux de la loi, nous sommes tous égaux, et que si nous voulons une législation qui soit de nature à protéger le public, nous devons nous unir pour la demander. Je sais que c'est là une pilule bien amère à avaler; le palais s'y refuse tout naturellement, mais c'est une question qu'il faut discuter et résoudre carrément. Quand on songe aux neuf ou dix sujets qui nous sont communs avec les homéopathes, nous pouvons bien, dans l'intérêt du public, enterrer nos animosités et convenir d'être en désaccord au sujet de la thérapeutique.

Pour ce qui est de la *licence* pour l'exercice de la médecine, trois modes sont en présence : 1o. Continuation du mode actuel (le plus généralement adopté à l'heure qu'il est) d'après lequel le Collège est constitué juge de la capacité du candidat, l'Etat n'intervenant que pour examiner et enrégistrer les diplômes s'il sont émanés par des écoles légalement incorporées; 2o. Nomination, par l'Etat ou ses délégués, d'un bureau d'examineurs qui examineront tous les candidats à la licence, sans s'occuper des diplômes; 3o. Organisation de la profession toute entière de chaque Etat en un corps électoral qui enverra des députés à un parlement central, lequel contrôlera toutes les questions en rapport avec l'enseignement de la médecine, les examens et l'enregistrement.

Ces trois divers modes sont actuellement en opération en divers endroits du continent; voyons quel en est le fonctionnement, et pour commencer, parlons des Collèges qui, depuis nombre d'années, ont exercé un monopole absolu, attendu que le diplôme comportait le droit d'enregistrement.

À tous les points de vue, les écoles de médecine en ce pays sont des entreprises particulières, gérées dans l'intérêt des professeurs, lesquels, presque sans exception aucune, sont directement intéressés à ce que les élèves soient nombreux. Plus il y a d'élèves et de gradués, plus il y aura d'argent encaissé et plus sera élevé aussi le revenu des professeurs. Une partie de la recette est employée à couvrir les dépenses courantes et à payer l'intérêt sur l'argent appliqué aux fins d'éducation, et le reste est partagé entre les vers membres du corps enseignant. Ces corporations à chartes sont absolument irresponsables, et ne sont sous le contrôle et la